

**CENTRE D'ETUDE ET D'ACTION SOCIALE
DE LA MAYENNE (CEAS)**

—
29 Rue de la Rouillère
53000 - LAVAL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2025
SIREN 317 001 386

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CEAS DE LA MAYENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.2 Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

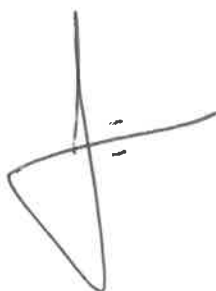
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Laval, le 8 avril 2026

TALENZ SOFIDEM LAVAL SAS

Adrien JOURDAIN
Commissaire aux Comptes
Associé



BILAN AU 31/12/2025

ACTIF				
	Brut	Amortissements et provisions	2025	2024
Actif immobilisé				
Frais d'établissement :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Logiciels	3 307,60 €	3 307,60 €	0,00 €	72,00 €
Site internet	3 021,64 €	3 021,64 €	0,00 €	0,00 €
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	198 865,60 €	96 781,21 €	102 084,39 €	110 039,01 €
Agencements	15 452,10 €	5 523,35 €	9 928,75 €	183,55 €
Mobilier	10 472,15 €	10 472,15 €	0,00 €	0,00 €
Mat. de bureau et informatique	11 585,64 €	9 981,03 €	1 604,61 €	655,00 €
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total 1	242 704,73 €	129 086,98 €	113 617,75 €	110 949,56 €
Actif circulant				
Stocks et en-cours :				
En cours de production	2 601,50 €		2 601,50 €	29 482,97 €
Créances :				
Usagers et comptes rattachés	58 470,33 €		58 470,33 €	26 113,12 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances				
Charges constatées d'avance	2 592,86 €		2 592,86 €	1 682,00 €
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	93 913,87 €		93 913,87 €	92 826,35 €
Intérêt courus	350,00 €		350,00 €	437,00 €
Total 2	157 928,56 €	0,00 €	157 928,56 €	150 541,44 €
Frais d'émission des emprunts (3)				
Primes de remboursement des emprunts (4)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (5)				
TOTAL 1+2+3+4+5	400 633,29 €	129 086,98 €	271 546,31 €	261 491,00 €



PASSIF		
	2025	2024
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds statutaires	127 445,64 €	127 445,64 €
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise :		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	61 432,64 €	42 772,50 €
Résultat de l'exercice	1 504,28 €	18 660,14 €
SITUATION NETTE	190 382,56 €	188 878,28 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total 1	190 382,56 €	188 878,28 €
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total 2	0,00 €	0,00 €
Provisions		
Provision pour risques		
Provision pour charges	5 000,00 €	4 000,00 €
Total 3	5 000,00 €	4 000,00 €
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunt établissement de crédit	21 560,68 €	28 862,34 €
Emprunts et dettes financières diverses		
Fournisseurs et comptes rattachés	10 702,39 €	9 771,04 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	20 785,60 €	22 321,31 €
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes (Acomptes)	13 808,20 €	900,00 €
Produits constatés d'avance	9 306,88 €	6 758,03 €
Total 4	76 163,75 €	68 612,72 €
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (5)		
TOTAL 1+2+3+4+5	271 546,31 €	261 491,00 €

Compte de résultat 2025

		2025	2024	Variation
70/ Activités de l'association				
701000	Vente de publications	2 130,00	2 300,00	-170,00
706001	Prestations de services formation	143 814,56	132 031,94	11 782,62
706002	Prestations de services recherches-action	17 007,72	13 675,52	3 332,20
708000	Refacturations	6 816,83	9 403,25	-2 586,42
713450	Prestations en cours (ACC. VAE)	2 601,50	27 082,97	-24 481,47
740000	Subvention Fonjep	14 214,00	14 214,00	0,00
743000	Autres subventions	13 300,00	2 360,52	10 939,48
754100	Dons manuels	1 967,00	1 754,67	212,33
756000	Cotisations adhérents	904,00	920,00	-16,00
757000	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
758000	Indemnités et autres produits	32,78	12,13	20,65
	TOTAL A	202 788,39	203 755,00	-966,61
60/ Achats				
602250	Fournitures de bureau	813,36	752,75	60,61
604000	Achats de prestations de services (AFNOR)	2 297,00	570,00	1 727,00
606100	Fournitures non stockables	7 142,34	8 180,30	-1 037,96
606300	Fournitures pédagogiques (manuels PSSM)	2 820,51	1 324,42	1 496,09
606500	Repas formations (service civique)	6 363,67	6 969,08	-605,41
		19 436,88	17 796,55	1 640,33
61/ Services extérieurs				
612000	Redevance de crédit-bail	2 280,00	2 850,00	-570,00
615000	Entretien des locaux	495,94	162,00	333,94
615600	Maintenance informatique et reproduction	4 534,25	4 749,13	-214,88
616000	Primes d'assurance	736,35	1 811,21	-1 074,86
618100	Documentation	1 659,11	2 025,19	-366,08
		9 705,65	11 597,53	-1 891,88
62/ Autres services extérieurs				
621900	Autre personnel pédagogique extérieur	23 185,69	21 923,15	1 262,54
622600	Honoraires	2 593,19	2 719,76	-126,57
625100	Voyages et déplacements	1 557,86	1 942,97	-385,11
625700	Réceptions	583,23	650,52	-67,29
626100	Affranchissements	586,78	620,86	-34,08
626200	Téléphone	1 994,64	1 663,23	331,41
627000	Services bancaires	56,27	50,44	5,83
628100	Cotisations d'appartenance	133,33	133,34	-0,01
		30 690,99	29 704,27	986,72
63/ Impôts et taxes				
631300	Participation employeur à la formation continue	535,21	420,45	114,76
635000	Taxe foncière et autres impôts	3 418,50	3 227,00	191,50
		3 953,71	3 647,45	306,26
64/ Personnel				
641100	Salaires et appointements	94 921,66	82 110,36	12 811,30
645000	Cotisations sociales	33 251,18	26 491,32	6 759,86
648000	Formation continue		1 960,00	-1 960,00
		128 172,84	110 561,68	17 611,16
65/ Autres charges de gestion courante				
64000	Pertes sur créances	208,00		
657000	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			
658000	Autres charges	7,93	6,29	1,64
68/ Dotation de l'exercice				
6811	Dotation aux amortissements des immobilisations	9 560,47	9 254,98	305,49
681500	Dotation aux provisions d'exploitation	1 000,00	1 000,00	0,00
		10 560,47	10 254,98	305,49
	TOTAL B	202 736,47	183 568,75	18 959,72
	Résultat d'exploitation (A-B=C)	51,92	20 186,25	-20 134,33

Compte de résultat 2025

		2025	2024	Variation
76/ Produits financiers				
768100	Intérêts livret A	1 766,64	1 971,93	-205,29
	TOTAL D	1 766,64	1 971,93	-205,29
66/ Charges financières				
661100	Intérêts des emprunts et dettes	548,86	704,04	-155,18
	TOTAL E	548,86	704,04	-155,18
	Résultat financier (D-E=F)	1 217,78	1 267,89	-50,11
77/ Produits exceptionnels		900,00	0,00	900,00
67/ Charges exceptionnelles		665,42	2 794,00	-2 128,58
	Résultat exceptionnel	234,58	-2 794,00	3 028,58
87/	Bénévolat	26 881,00	28 251,00	-1 370,00
86/	Prestations bénévoles	26 881,00	28 251,00	-1 370,00
	Excédent ou déficit (C+F+I)	1 504,28	18 660,14	-17 155,86





**Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos le 31 décembre 2025
(montants exprimés en euros)**

Centre d'étude et d'action sociale (CÉAS) de la Mayenne

29, rue de la Rouillère - 53000 Laval - Tél. 02 43 66 94 34 - Fax. 02 43 02 98 70 – Mél. CEAS53@wanadoo.fr – Site Internet : ceas53.org

SIRET 317 001 386 00026 – APE 9499Z – n° de déclaration : 525 300 099 53

Association déclarée le 28 juin 1978, parue au *Journal officiel* du 17 et 18 juillet 1978



Table des matières

1) Objet Social de l'association

2) Faits majeurs

- 2.1) Événements principaux de l'exercice.
- 2.2) Principes, règles et méthodes comptables.
 - 2.2.1) Présentation des comptes.
 - 2.2.2) Méthode générale.
 - 2.2.3) Changement de méthode d'évaluation.

3) Informations relatives au bilan

- 3.1) Actif.
 - 3.1.1) Tableau des immobilisations.
 - 3.1.2) Tableau des amortissements.
 - 3.1.3) Immobilisations incorporelles.
 - 3.1.4) Immobilisations corporelles.
 - 3.1.5) Créances.
- 3.2) Passif.
 - 3.2.1) Tableau de variation des fonds propres.
 - 3.2.2) Provisions pour risques et charges.
 - 3.2.3) Report à nouveau avant répartition du résultat.
 - 3.2.4) État des dettes.
 - 3.2.5) Fournisseurs et comptes attachés.
 - 3.2.6) Dettes fiscales et sociales.
 - 3.2.7) Produits constatés d'avance.
 - 3.2.8) Honoraires des commissaires aux comptes.

4) Autres informations

- 4.1.1) Subventions
- 4.1.2) Refacturations
- 4.1.3) Rémunération des cadres.
- 4.1.4) Valorisation du bénévolat.
- 4.1.5) Informations relatives à l'effectif par catégorie



1) Objet Social de l'association

Le Centre d'étude et d'action sociale de la Mayenne (CÉAS), créé en 1978, a pour but de contribuer aux politiques sociales et au développement local.

À cet effet, le CÉAS met en œuvre des actions de sa propre initiative ou sur la demande de citoyens, associations, établissements sociaux ou médico-sociaux, collectivités territoriales ou services publics. Une convention détermine les engagements réciproques.

Ses moyens d'action peuvent être la mise à disposition et la diffusion de l'information (notamment statistique), l'édition de publications, l'animation de groupes de réflexion, la conduite de formations (auprès de salariés, de responsables associatifs, d'élus locaux, de publics précaires...), l'élaboration de projets (association, établissement ou service, territoire...), la réalisation de diagnostics, d'évaluations ou de recherches, la mise en œuvre d'expérimentations, la mise en œuvre de services pour les associations (notamment prêt ou location de locaux, conseil, participation aux événements)...

2) Faits majeurs

2.1) Événements principaux de l'exercice.

- Sans objet.

2.2) Principes, règles et méthodes comptables.

2.2.1) Présentation des comptes.

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

2.2.2) Méthode générale.

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant du règlement N° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers et modifiant le règlement ANC 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices.



1. Changement de méthode comptable :

Le changement de réglementation comptable lié à la première application du règlement ANC n°2023-03 est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

- * Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes, inhabituelles et significatives ;
- * Suppression de la technique du transfert de charges, les produits et charges correspondants étant désormais comptabilisés directement dans les comptes appropriés selon leur nature ;
- * Modification du plan de compte et introduction d'une nouvelle nomenclature, notamment pour assurer la cohérence avec les nouvelles rubriques des états financiers ;
- * Refonte des modèles d'états financiers (bilan, compte de résultat et annexes), intégrant de nouvelles rubriques et une présentation plus lisible de l'activité et de la performance.

2. Modalités de première application et comparabilité (Exercice 2024) : conformément aux dispositions transitoires, ce changement est appliqué de manière prospective à compter du 1er janvier 2025, par conséquent :

- * Absence de retraitement du résultat 2024 : les comptes de l'exercice précédent présentés à titre comparatif n'ont pas été retraités selon les nouvelles méthodes de comptabilisation. Le résultat net de l'exercice 2024 reste inchangé. Par exemple, les produits et charges qualifiés d'exceptionnels en 2024 n'ont pas été réanalysés au regard de la nouvelle définition.
- * Reclassements de présentation : la colonne comparative 2024 a fait l'objet de reclassements pour assurer la conformité avec les nouveaux modèles d'états financiers obligatoires.
- * Les principaux reclassements opérés sur la colonne 2024 sont les suivants :
 - Les charges et produits exceptionnels de l'exercice 2024 ont été regroupés respectivement sur les lignes "Charges exceptionnelles" et "Produits exceptionnels"
 - Les transferts de charges d'exploitation de l'exercice 2024 ont été reclassés dans le poste "Refacturations"

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2.3) Changement de méthode d'évaluation.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.



3) Informations relatives au bilan

3.1) Actif.

3.1.1) Tableau des immobilisations.

Nature	Début exercice	Acquisition	Diminution	Fin exercice
Immobilisations incorporelles :				
Logiciels	3 307,60			3 307,60
Site internet	3 021,64			3 021,64
Immobilisations corporelles :				
Bâtiment	198 865,60			198 865,60
Agencements	4 654,35	10 797,75		15 452,10
Mobilier	10 472,15			10 472,15
Matériel informatique	11 848,44	1 430,90	1 693,70	11 585,64
Immobilisations financières :	0			0
Total	232 169,78	12 228,65	1 693,70	242 704,73

3.1.2) Tableau des amortissements.

Nature	Durée	Mode amortissement	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Immobilisations incorporelles :						
Logiciels	1 – 2 ans	Linéaire	3 307,60			3 307,60
Site internet	3 ans	Linéaire	3 021,64			3 021,64
Immobilisations corporelles :						
Bâtiment	25 ans	Linéaire	88 826,59	7 954,62		96 781,21
Agencements	5 – 10 ans	Linéaire	4 470,80	1 052,55		5 523,35
Mobilier	3 – 5 ans	Linéaire	10 472,15			10 472,15
Matériel informatique	3 ans	Linéaire	11 193,44	481,30	1 693,70	9 981,04
Immobilisations financières :			0			0
Total			121 292,22	9 488,47	1 693,70	129 086,99



3.1.3) Immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.1.3.1) Amortissement.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 à 2 ans
Site internet	Linéaire	3 ans

3.1.4) Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.1.4.1) Amortissement.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Bâtiment	Linéaire	25 ans
Agencements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans

3.1.5) Créances.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.1.5.1) Classement par échéance.

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an.

3.1.5.3) Charges constatées d'avance.

Elles sont essentiellement constituées de charges externes.



3.2) Passif.

3.2.1) Fonds propres

3.2.1.1) Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	127 445,64				127 445,64
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	42 772,50	18 660,14			61 432,64
Excédent ou déficit de l'exercice	18 660,14	-18 660,14	1 504,28		1 504,28
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
TOTAL	188 878,28	0	1 504,28		190 382,56

3.2.2) Provisions pour risques et charges.

	Montant à l'ouverture	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provision pour pension retraite	4 000	1 000			5 000
Autres provisions					
TOTAL	4 000	1 000			5 000



3.2.3) Report à nouveau avant répartition du résultat.

Tableau du report à nouveau avant répartition du résultat		
Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées : - à l'exercice - aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		61 432,64
Solde		61 432,64

3.2.4) État des dettes.

Dettes ⁽¹⁾	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'un an	À plus d'un an et cinq ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligatoires convertibles ⁽²⁾				
Autres emprunts obligatoires				
Emprunts ⁽⁴⁾ et dettes auprès des établissements de crédit, dont : - à deux ans au maximum à l'origine - à plus de deux ans à l'origine	21 560,68	7 460,20	14 100,48	
Emprunts et dettes financières divers ⁽⁴⁾				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 158,39	8 158,39		
Dettes fiscales et sociales	20 758,60	20 758,60		
Autres dettes	2 544,00	2 544,00		
Taxe d'apprentissage				
Produits constatés d'avance	23 115,08	23 115,08		
Total	76 163,75	62 063,27	14 100,48	0,00
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	7 301			

3.2.5) Fournisseurs et comptes rattachés.

Fournisseurs	Exploitation	5 125,50
Fournisseurs factures non parvenues	Exploitation	3 032,88

3.2.6) Charges à payer sur dettes sociales et fiscales

Les dettes sociales s'élèvent à : **19 518,71**

Les dettes fiscales s'élèvent à : **1 239,89**

3.2.7) Produits constatés d'avance.

23 115,08

⁽¹⁾ – non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours.

⁽²⁾ – Emprunts souscrits en cours d'exercice. Emprunts remboursés en cours d'exercice.



3.2.8) Honoraires versés aux commissaires aux comptes.

	Commissaires aux comptes
Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes	2 544,00
Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	
Honoraires totaux	2 544,00

4) Autres informations

4.1.1) Subventions.

Etat - SDJES	Poste Fonjep dispositif « Guid'Asso »	14 214,00
Etat – DRAJES / FDVA	Formation des bénévoles	5 000,00
Etat – DRAJES	Formation PSSM service civique	6 500,00
Etat – DRAJES	Gestion service civique	800,00
Ville de Laval	Accompagnement des actions	1 000,00
		27 514,00

4.1.2) Refacturations.

Remboursements des frais de repas des formations civiques et citoyennes :	6 363,65
Autres remboursements des frais engagés pour les prestations :	453,18
	6 816,83

4.1.3) Rémunérations des cadres.

Le montant brut des rémunérations visées à l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 s'est élevé à : **43 800 euros**

4.1.4) Valorisation du bénévolat :

La participation des bénévoles adhérents et des salariés (sur du temps militant) à la vie associative, notamment la rédaction de La Lettre du CÉAS, a représenté 980 heures pour une valeur de **26 881 euros**

La valorisation est calculée comme suit : coût moyen de la rémunération horaire chargée des salariés de l'association.



4.1.5) Informations relatives à l'effectif par catégorie :

	Effectif moyen employé
Cadres	2 (1,15 ETP)
Agents de maîtrise et Techniciens	1 (1 ETP)
Employés	2 (0,75 ETP)
Autres contrats (à préciser)	
TOTAL	5 (2,9 ETP)

